

Table des matières

Liste des abréviations des textes juridiques	9
--	---

Préface	11
---------	----

Avant-Propos	15
--------------	----

PARTIE I

INTRODUCTION

CHAPITRE 1. – La définition du droit	19
--------------------------------------	----

Section 1. – Le droit objectif	20
--------------------------------	----

§ 1. Les règles organisant la vie sociale	20
---	----

§ 2. Les règles juridiques	21
----------------------------	----

Section 2. – Les droits subjectifs	23
------------------------------------	----

Section 3. – La science juridique	23
-----------------------------------	----

§ 1. Le droit comme objet de science technique	24
--	----

1. Le vocabulaire juridique	24
-----------------------------	----

2. Le raisonnement juridique	24
------------------------------	----

3. Le style juridique	25
-----------------------	----

§ 2. Le droit comme objet de réflexion philosophique	26
--	----

CHAPITRE 2. – Les branches du droit	29
-------------------------------------	----

Section 1. – Le droit national	29
--------------------------------	----

§ 1. Le droit public	30
----------------------	----

1. Le droit public <i>sensu stricto</i>	30
---	----

1.1. Le droit constitutionnel	30
-------------------------------	----

1.2. Le droit administratif	32
-----------------------------	----

1.3. Le droit public de l'économie	33
------------------------------------	----

2. Le droit pénal	33
-------------------	----

3. Le droit fiscal	35
--------------------	----

4. Le droit de la sécurité sociale	36
------------------------------------	----

§ 2. Le droit privé	36
---------------------	----

1. Le droit civil	37
-------------------	----

2. Le droit économique	38
------------------------	----

3. Le droit du travail	38
4. Le droit judiciaire	39
5. Le droit international privé	40
Section 2. – Le droit international public et européen	43
§ 1. Le droit international public ou droit des gens	43
§ 2. Le droit européen	44

PARTIE II

LES INSTITUTIONS

CHAPITRE 1. – Les institutions belges	49
Section 1. – Les caractéristiques et l'évolution de l'État belge	49
§ 1. Les caractéristiques de base	49
§ 2. L'évolution de l'État belge : entre fédéralisation et européenisation	50
1. La fédéralisation : création et renforcement des Régions et des Communautés	50
1.1. La création des régions linguistiques	51
1.2. La création et le renforcement des Régions et des Communautés politiques	52
2. L'eupéanisation	54
Section 2. – L'autorité fédérale	55
§ 1. Les compétences matérielles fédérales	55
1. Le régime actuel de répartition de compétences	55
2. Le régime futur de répartition de compétences	56
3. Les compétences actuelles de l'autorité fédérale	57
§ 2. Les institutions de l'autorité fédérale	57
1. Le Parlement fédéral	57
1.1. Un système bicaméral en évolution	57
1.2. La Chambre des représentants	58
1.3. Le Sénat	58
2. Le Roi et le Gouvernement fédéral	59
2.1. Le Roi	59
2.2. Le Gouvernement fédéral : les ministres et leurs cellules stratégiques	60
2.3. L'administration fédérale : les Services Publics Fédéraux	60

3. Les juridictions	61
3.1. Les juridictions de l'ordre judiciaire	61
3.1.1. <i>Les cours et tribunaux</i>	61
A. Les juridictions de fond	62
B. Les juridictions d'instruction en matière pénale	70
C. Le « juge des juges » : la Cour de cassation	70
3.1.2. <i>La composition des cours et tribunaux</i>	71
A. Les magistrats du siège	72
B. Le ministère public	73
C. Les référendaires et les juristes de Parquet	75
D. Le greffe	75
E. Le Conseil supérieur de la justice	75
3.1.3. <i>Les auxiliaires de justice</i>	76
A. Les avocats	76
B. Les huissiers de justice	77
3.2. Les juridictions administratives et le Conseil d'État	77
3.2.1. <i>Les juridictions administratives</i>	77
3.2.2. <i>Le Conseil d'État</i>	77
3.3. La Cour constitutionnelle	78
Section 3. – Les entités fédérées : les Régions et les Communautés	80
§ 1. Les compétences territoriales et matérielles des Régions et des Communautés	81
1. Les compétences territoriales ou le champ d'action géographique	81
1.1. Les Régions	81
1.2. Les Communautés	82
2. Les compétences matérielles ou le champ d'action politique	83
2.1. Les compétences des Régions	84
2.2. Les compétences des Communautés	85
2.3. Les transferts de compétences entre entités fédérées francophones et germanophone	86
2.4. Les compétences implicites des Régions et des Communautés	87
§ 2. Les institutions des entités fédérées	87
1. Le parlement régional ou communautaire	87

2.	Le gouvernement régional ou communautaire	88
2.1.	Le gouvernement	88
2.2.	Les administrations régionales et communautaires	89
Section 4.	– Les entités décentralisées : les provinces et les communes	89
§ 1.	Les provinces	90
1.	Les compétences provinciales	90
2.	Les institutions provinciales	91
§ 2.	Les communes	92
1.	Les compétences communales	92
2.	Les institutions communales	92
Section 5.	– La coopération entre l’autorité fédérale et les entités fédérées	94
§ 1.	Le principe de la loyauté fédérale	94
§ 2.	Les institutions du fédéralisme de coopération	94
1.	Le Sénat	94
2.	Le comité de concertation et les conférences interministérielles	95
3.	La Cour constitutionnelle	95
§ 3.	Les modalités du fédéralisme de coopération	95
CHAPITRE 2.	– Les institutions européennes et internationales	99
Section 1.	– L’Union européenne	99
§ 1.	Les compétences de l’Union européenne	99
§ 2.	Les institutions de l’Union européenne	104
1.	Le Conseil européen	104
2.	La Commission européenne	104
3.	Le Conseil de l’Union	105
4.	Le Parlement européen	105
5.	Les juridictions de l’Union européenne	106
Section 2.	– L’Organisation des Nations Unies	107
§ 1.	Les compétences de l’ONU	107
§ 2.	Les institutions de l’ONU	107
1.	L’Assemblée générale de l’ONU	107
2.	Le Conseil de sécurité de l’ONU	108
3.	Le Secrétariat de l’ONU	108
4.	La Cour internationale de justice et autres juridictions internationales	108

PARTIE III
 LES SOURCES DU DROIT
 ET LEURS PROCÉDURES D'ADOPTION

CHAPITRE 1. – Les sources en droit belge	115
Section 1. – La Constitution	116
§ 1. La norme constitutionnelle	116
§ 2. La procédure de révision de la Constitution	117
1. La première phase : la déclaration de révision constitutionnelle	117
2. La seconde phase : les élections et la modification de la Constitution	118
Section 2. – Les traités internationaux	119
§ 1. Les traités internationaux au niveau fédéral	119
§ 2. Les traités internationaux au niveau des Régions et des Communautés	119
Section 3. – Les normes législatives	120
§ 1. Les normes législatives au niveau fédéral	120
1. Les lois spéciales et ordinaires	121
1.1. La loi spéciale	121
1.2. La loi ordinaire	122
2. La procédure d'adoption	122
2.1. La première étape : l'initiative par les parlementaires ou le gouvernement	122
2.2. La deuxième étape : l'adoption par les Chambres législatives et la sanction royale	124
2.3. La troisième étape : la promulgation par le Roi et la publication au <i>Moniteur</i>	125
§ 2. Les normes législatives au niveau des Régions et des Communautés	126
1. Les décrets et ordonnances spéciaux et ordinaires	127
2. Les procédures d'adoption	127
Section 4. – Les normes exécutives	128
§ 1. Les normes exécutives au niveau fédéral	128
1. Les arrêtés royaux et ministériels	128
2. Les procédures d'adoption	129
§ 2. Les normes exécutives au niveau des Régions et des Communautés	129

1.	Les arrêtés de gouvernement régional ou communautaire	129
2.	Les procédures d'adoption	129
Section 5.	– Les sources du droit non formelles	130
§ 1.	La coutume et les usages	130
§ 2.	La jurisprudence et les principes généraux de droit	130
§ 3.	La doctrine	131
Section 6.	– La cohérence des normes juridiques en Belgique	132
§ 1.	La prévention et la résolution des conflits juridiques entre les entités belges	132
1.	La prévention des conflits juridiques : le contrôle de conformité <i>a priori</i>	133
2.	La correction des conflits juridiques : le contrôle de conformité <i>a posteriori</i>	133
2.1.	Le contrôle des actes législatifs par la Cour constitutionnelle	134
2.1.1.	<i>Les actes attaquables et les motifs d'annulation</i>	134
2.1.2.	<i>Les conditions et délais pour introduire une requête en annulation</i>	135
2.1.3.	<i>Les effets d'un arrêt d'annulation</i>	135
2.1.4.	<i>La procédure en suspension de l'acte attaqué</i>	136
2.2.	Le contrôle des actes exécutifs par le Conseil d'État	136
2.2.1.	<i>Les actes attaquables et les motifs d'annulation</i>	136
2.2.2.	<i>Les conditions et délais pour introduire une requête en annulation</i>	137
2.2.3.	<i>Les effets d'un arrêt d'annulation</i>	137
2.2.4.	<i>La procédure de suspension de l'acte attaqué</i>	138
§ 2.	La prévention et la résolution des conflits politiques ou d'intérêts	138
CHAPITRE 2.	– Les sources en droit européen et international	141
Section 1.	– Les sources en droit de l'Union européenne	141
§ 1.	Les traités constitutifs et les actes assimilés	141
1.	Les normes	141
2.	La procédure d'adoption	142
§ 2.	Les actes législatifs européens	142
1.	Les normes	142

2. Les procédures d'adoption	144
2.1. La première étape : l'initiative législative par la Commission européenne	144
2.2. La deuxième étape : l'adoption par le Parlement européen et le Conseil	145
2.3. La troisième étape : la signature et la publication au <i>Journal officiel de l'Union européenne</i>	145
§ 3. Les actes d'exécution européens	146
1. Les normes	146
2. Les procédures d'adoption	146
§ 4. La cohérence des normes juridiques dans l'Union européenne	147
Section 2. – Les sources en droit international public	148
§ 1. Les traités	148
§ 2. La coutume internationale	148
CHAPITRE 3. – La création d'une norme écrite	151
Section 1. – L'étape politique : détermination des objectifs et solutions de la norme	151
§ 1. Les facteurs qui influencent le contenu des normes	151
§ 2. Les considérations et sciences qui peuvent éclairer les choix normatifs	152
1. La méthodologie de l'analyse d'impact	152
2. L'éclairage des sciences humaines	153
Section 2. – L'étape juridique : réalisation technique des objectifs et solutions	154
§ 1. La qualité juridique d'une norme de droit	155
§ 2. Les procédés techniques d'un texte juridique	156
1. Le standard et les concepts ouverts (open norms)	156
2. L'énumération exemplative et limitative	157
3. Le chiffrage	157

PARTIE IV
LES SUJETS DE DROIT

CHAPITRE 1. – Les personnes physiques	163
Section 1. – La personnalité juridique	163
§ 1. La notion de personne physique	163
§ 2. L'état des personnes	163
Section 2. – La capacité juridique	164
§ 1. La notion de capacité juridique	164
§ 2. La protection des incapables majeurs	165
Section 3. – Les liens familiaux	165
§ 1. Les liens de filiation	166
§ 2. Les liens d'alliance	166
CHAPITRE 2. – Les personnes morales	171
Section 1. – Les personnes morales de droit privé	171
§ 1. Les sociétés	171
1. La notion de société	171
2. La personnalité juridique des sociétés	172
3. La responsabilité des associés	173
§ 2. Les associations et les fondations	174
1. Les associations	174
2. Les fondations	175
Section 2. – Les personnes morales de droit public	176
§ 1. Les personnes publiques territoriales	176
§ 2. Les services publics personnalisés	176

PARTIE V
LES DROITS SUBJECTIFS

CHAPITRE 1. – Les droits fondamentaux	185
Section 1. – Une présentation générale des droits fondamentaux	185
Section 2. – Le principe d'égalité et de non-discrimination	188
§ 1. La portée du principe d'égalité et de non-discrimination	188
§ 2. La méthode d'interprétation	189
§ 3. Les applications particulières	190

Section 3. – Les libertés publiques	191
§ 1. La liberté physique	191
1. Le droit à la vie	191
2. L’interdiction de la torture, de l’esclavage et du travail forcé	192
3. La liberté de mouvement et les principes protecteurs en droit pénal	193
§ 2. La liberté patrimoniale	194
§ 3. La liberté intellectuelle et morale	195
1. La protection de la vie privée et des libertés associées	195
2. La liberté d’expression et les libertés associées	197
§ 4. La liberté relationnelle	200
1. La liberté de réunion	201
2. La liberté d’association	201
3. La liberté de mariage	202
Section 4. – Les droits économiques et sociaux	202
§ 1. Le droit à mener une vie conforme à la dignité humaine	202
§ 2. Le droit à l’enseignement	203
§ 3. Le droit d’accès aux documents administratifs	203
CHAPITRE 2. – Les droits subjectifs patrimoniaux	207
Section 1. – Les biens et leur classification	207
Section 2. – Les droits réels	208
§ 1. La définition, les catégories et les caractéristiques des droits réels	208
§ 2. Le droit de propriété	209
1. La définition du droit de propriété	209
2. Les prérogatives du propriétaire	209
3. La prohibition des troubles de voisinage	210
4. La prohibition de l’abus du droit de propriété	211
5. La durée du droit de propriété	212
§ 3. Les droits réels d’usage	213
1. Les servitudes	213
1.1. La notion de servitude	213
1.2. Les sources des servitudes	214
1.3. La durée des servitudes	215

2.	L'usufruit	215
2.1.	La notion d'usufruit	215
2.2.	La situation de l'usufruitier	217
2.3.	La situation du nu-propiétaire	217
2.4.	Les sources de l'usufruit	217
2.5.	La durée de l'usufruit	218
§ 4.	Les sûretés réelles	219
1.	Le principe des sûretés réelles : garantir le paiement d'une dette	219
2.	Les différents types de sûretés réelles	220
2.1.	Les privilèges spéciaux	221
2.2.	Le droit de gage	222
2.3.	Le droit d'hypothèque	223
3.	La mise en œuvre des sûretés	224
§ 5.	L'acquisition des droits réels	225
§ 6.	L'extinction des droits réels	226
1.	Les modes généraux d'extinction des droits réels	226
2.	Les modes d'extinction applicables aux seuls droits réels d'usage	227
Section 3. –	Les droits intellectuels	227
§ 1.	La définition, les catégories et les caractéristiques des droits intellectuels	227
§ 2.	La propriété artistique et littéraire	229
1.	Les droits d'auteur	229
1.1.	La portée et conditions des droits d'auteur	229
1.2.	Les droits patrimoniaux et moraux de l'auteur	230
1.3.	Les droits voisins	231
§ 3.	La propriété industrielle	232
1.	Le droit des brevets	232
2.	Le droit des dessins et modèles (le droit du design)	234
3.	Le droit des marques (trademark)	235
Section 4. –	Les droits personnels ou de créance	237
§ 1.	La définition et l'objet d'un droit de créance	237
§ 2.	Les sources des droits de créance	238
1.	L'acte juridique	238
1.1.	L'acte juridique unilatéral	238
1.2.	L'acte juridique bi- ou multilatéral : le contrat	239
2.	Le fait juridique	240
2.1.	Le fait juridique volontaire dont il résulte des engagements : le quasi-contrat	240

2.2. Le fait juridique volontaire ou involontaire donnant lieu à réparation : la responsabilité civile aquilienne	242
§ 3. L'extinction des droits de créance	248
1. Le paiement	248
2. La novation	249
3. La remise volontaire de la dette	249
4. La compensation légale	249
5. La confusion	249
6. Le terme extinctif et la condition résolutoire	250
7. La prescription extinctive	250
Section 5. – La transmission des droits subjectifs patrimoniaux	251
§ 1. La cause de la transmission	251
1. Le transfert entre vifs	251
2. Le transfert à cause de mort	252
§ 2. L'effet de la transmission	252
1. Le principe : <i>Nemo plus iuris ad alium transferre potest quam ipse habet</i>	252
2. L'exception en matière mobilière	253

PARTIE VI

LE CONTRÔLE JURIDICTIONNEL

CHAPITRE 1. – Le contrôle juridictionnel belge	261
Section 1. – Le contentieux des droits subjectifs civils et politiques	261
Section 2. – Le procès civil	262
§ 1. Les modes alternatifs de règlement des litiges	262
§ 2. Le déroulement du procès civil	263
1. L'introduction de l'instance – la demande en justice	263
1.1. L'exigence d'une demande	263
1.2. Les modes d'introduction de la demande	264
1.3. Le coût de la demande en justice	265
2. Les débats devant le juge	266
2.1. L'audience d'introduction	266
2.2. L'échange des dossiers et des conclusions	266
2.3. Les plaidoiries	267
3. Le jugement	267
3.1. Le contenu du jugement	267

3.2. Les effets du jugement	268
§ 3. La procédure d'urgence : le référé	269
§ 4. Les possibilités de recours	270
1. L'appel	270
2. Le pourvoi en cassation	272
§ 5. L'exécution forcée d'une décision judiciaire	273
Section 3. – Le procès pénal	274
§ 1. Le déroulement du procès pénal	274
1. L'introduction de l'instance	274
2. Les débats devant le juge	276
3. Le jugement	276
§ 2. Les possibilités de recours	276
Section 4. – La contestation de la légalité d'une norme dans le cadre d'un procès	277
§ 1. La norme contestée est législative	278
1. La norme législative serait contraire à la Constitution	278
2. La norme législative serait contraire au droit international ou européen directement applicable en Belgique	279
§ 2. La norme contestée est exécutive	280
CHAPITRE 2. – Le contrôle juridictionnel européen et international	283
Section 1. – Le contrôle juridictionnel de l'Union européenne	283
§ 1. Le recours en manquement	283
§ 2. La question préjudicielle des juges nationaux aux juges européens	284
Section 2. – Le contrôle juridictionnel de la CEDH	286
Section 3. – Le contrôle juridictionnel au niveau international	287
§ 1. Le contrôle juridictionnel sur l'action des États	287
§ 2. Le contrôle juridictionnel sur l'action des particuliers	287
CHAPITRE 3. – Le processus de jugement	291
Section 1. – Le syllogisme judiciaire et ses limites	291
§ 1. La présentation classique : le syllogisme judiciaire	291
§ 2. Les limites de l'approche classique : les autres missions du juge	292

Section 2. – Les règles de preuve	294
§ 1. L'objet de la preuve : que faut-il prouver ?	295
§ 2. La charge de la preuve : qui doit prouver ?	296
1. Le principe : chaque partie doit prouver ce qu'elle allègue	296
2. L'exception : la présomption légale	297
§ 3. L'administration de la preuve : comment prouver ?	298
1. La règle de la prééminence de l'écrit et ses exceptions	298
2. Les différentes formes d'écrit	299
3. Les autres modes de preuve	300
Section 3. – L'interprétation des normes juridiques	301
§ 1. Les méthodes d'interprétation du droit	302
§ 2. Les règles et les paradigmes pour l'interprétation	302
Conclusion	315